

Privatisation de TF1 L'équipe Bouygues prend les commandes de la Une

"Vers 23 heures, pour le dernier journal, vous retrouverez Joseph Poli, qui, depuis quelques jours, me dit que j'ai un teint de... brique!" Malgré le changement de propriétaire, Bruno Masure n'a pas perdu son sens de l'humour. Mais, derrière l'ironie, se cache une inquiétude. Une attente remplace l'autre. Beaucoup à TF1 se demandent, aujourd'hui, quelles sont les véritables intentions de M. Francis Bouygues.

Le numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics, invité du "20 heures" au lendemain de sa victoire, avait déclaré que "seules deux personnes" de son groupe viendraient sur la chaîne : lui-même en tant que président, et M. Patrick Le Lay, "son conseiller", en tant que directeur général. Or il apparaît maintenant que deux autres membres du sérail se joindront à la nouvelle équipe dirigeante de TF1 : M. Michel Vinsonneau, directeur à la direction financière du groupe Bouygues, auquel seraient confiées les fonctions de directeur financier, et M. Cyrille du Peloux, adjoint de M. Le Lay chez Bouygues, qui occuperait le poste de secrétaire général de la Une. "Les choses s'arrêteront-elles là?", se demande-t-on à TF1. [...]

Ne s'agit-il pas aussi de la rencontre difficile de deux cultures d'entreprises très différentes. Certains petits signes en sont révélateurs. **Dans la rédaction, par exemple, on fait observer que "les gens de Bouygues parlent beaucoup d'esprit d'entreprise". Or les journalistes de TF 1 sont d'abord soucieux de savoir si les nouveaux repreneurs respecteront "leur indépendance et celle de l'information".** Un début de réponse leur a été fourni, vendredi 10 avril, à l'occasion d'une première prise de contact entre M. Le Lay et le conseil d'administration de la société des journalistes de TF 1, présidée par M. Masure.

Cette entrevue avait pour objet essentiel la négociation de la convention-type dans laquelle la société des journalistes demande, en particulier, à être consultée sur les "nominations aux postes hiérarchiques" de la rédaction (le Monde du 31 mars). Dans les faits, indique M. Masure, il n'y a pas eu de négociations car, selon M. Le Lay, rien ne peut être définitivement signé avant la passation des pouvoirs entre M. Hervé Bourges et M. Francis Bouygues. La rencontre n'a pourtant pas été inutile. "M. Le Lay a compris nos arguments, dit M. Masure, notamment qu'on ne peut nous diriger comme dans les travaux publics ni espérer nous voir aux ordres sans broncher." [...] M. Le Lay a affirmé qu'il n'était pas question de procéder à des nominations "à la va-vite", en précisant que, pour cette raison même, c'est un organigramme "provisoire" qui sera présenté, le 17 avril, lors de la première réunion du comité d'entreprise de TF 1 avec les nouveaux dirigeants.

A cette date, la privatisation de la première chaîne sera presque consommée. Il restera au gouvernement à franchir, dans les mois qui viennent, la dernière étape : mettre en vente auprès du public 40 % des actions, les 10 % restant allant au personnel de la Une. Une période transitoire commence maintenant pour la gestion de TF 1, en attendant sa privatisation complète. Une assemblée générale des actionnaires désignera donc, jeudi 16 avril, un conseil d'administration provisoire qui, lui-même, nommera son président, en l'occurrence M. Francis Bouygues. **C'est aussi ce jour-là que les caisses de l'Etat s'enrichiront des 3 milliards de francs versés par le groupe Bouygues et ses dix-huit partenaires.**

Le conseil d'administration provisoire comptera cinq membres issus du groupe acquéreur, dont deux viendront de chez Bouygues, un de chez Maxwell (Pergamon Media Trust), un autre de la GMF et un dernier des Editions mondiales. Du côté des représentants du personnel, c'est la continuité : MM. Roger Gicquel et Marc Boussard conservent leurs sièges.

Restent les cinq représentants de l'Etat, dont on ne sait encore rien de l'appartenance. Mais on imaginerait mal, s'agissant de la gestion d'une société privatisée que parmi ses administrateurs figurent des représentants du pouvoir politique. La logique et l'éthique voudraient que seuls des fonctionnaires du Trésor public y soient désignés, avec pour mission principale de veiller à la bonne entrée en Bourse de TF1.